



HAL
open science

**LES NOUVELLES RELATIONS
MAGYARO-ROUMAINES. QUELLES
CONSÉQUENCES POLITIQUES EN ROUMANIE ?
RETOURS HISTORIQUES, SITUATION ACTUELLE,
PERSPECTIVES.**

Jean-Michel Lemonnier

► **To cite this version:**

Jean-Michel Lemonnier. LES NOUVELLES RELATIONS MAGYARO-ROUMAINES. QUELLES CONSÉQUENCES POLITIQUES EN ROUMANIE? RETOURS HISTORIQUES, SITUATION ACTUELLE, PERSPECTIVES.. 2015. halshs-01179263v2

HAL Id: halshs-01179263

<https://shs.hal.science/halshs-01179263v2>

Preprint submitted on 8 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

LES NOUVELLES RELATIONS MAGYARO-ROUMAINES. QUELLES CONSEQUENCES POLITIQUES EN ROUMANIE ? RETOURS HISTORIQUES, SITUATION ACTUELLE, PERSPECTIVES

JEAN-MICHEL LEMONNIER

Professeur de Lettres-Histoire-Géographie

Académie de Versailles, France

Résumé : *After having briefly recall the history of the magyaro-romanian relations and outlines the historiographical arguments about the role of various major ethnic groups in the center eastern european space, we will focus on the issue of the legitimacy of the hungarian ethnic group on transylvanian space on summarizing the partisan arguments of different historians. After this necessary work of historical recontextualization, we will discuss the recent political events that took place in Hungary since 2010 with the return to power of Viktor Orban. We will show that the political party elected named Fidesz reactivates occasionally speech around the theme of Greater Hungary and irredentist issues. By impact and in the same movement we will discuss and analyze a set of speeches from various political parties of Romania. We will focus, initially on the official line of the romanian government in response to statements by the Hungarian government and various provocations of different hungarian political groups like the far-right nationalist party Jobbik in connection with the status of the Hungarian minority in Romania (Hungarians in Transylvania, siculian regionalism...). Then we will give emphasis to the reactions of romanian political organizations or metapolitic (Noua Dreapta...) vis-a-vis of the incantatory calls for unity of the hungarian people launched by the leaders of the above-mentioned hungarian political parties. We show that through these direct verbal interventions or by interposed media, are reactivated identity claims that sign the return in the public debate pan-romanianists concepts of the Corneliu Zelea Codreanu's Legion of the Archangel Michael (Iron Guard), of the military junta of Ion Antonescu but also of the Nicolae Ceausescu national communism. If Viktor Orban seems to limit itself in verbal provocations and symbolical measures, some Romanian and hungarian nationalists reconnect with the ethno-nationalist ideologies of the inter-war years reject cosmopolitanism, internationalism, supranational bodies and find or have already found a new audience with citizens hostile to the rulers of the post-communist era. We also describe the role of the Hungarian Democratic Union of Romania (UDMR) playing a double political partition in Romania. We will see that this multifaceted nationalist resurgence which is even reflected in the moderate political organizations in Romania is the symmetric of discursive orientations outside the country of some Hungarian political parties, and to a lesser extent, inside the country with UDMR party. We hypothesize that the return to power of Viktor Orban in Hungary and political tropism toward nationalist themes is indirectly the founding act of a reconfiguration of the Romanian political spectrum. This mutation-evolution lines ideological battles dominated by a broad anti-Liberal Front protean may presage the end of the post-communist era and, indeed, the gradual marginalization of communist dissidents converted to social liberalism subject to orders of supranational bodies since 1990. In other words, according to underlying trend scenario, some positions of hungarian politicians about hungarian minorities of Romania could herald in response, the marginalization of the ruling Romanian political class in the medium to long-term benefit of new poles of political rally and a new political system*

mots clés : *History of international relations in Central and Eastern Europe, Romanian political parties, Hungarians in Transylvania, Siculian regionalism, Viktor Orban*

Le retour au pouvoir de Viktor Orbán en 2010 avec une coalition réunissant le Fidesz-Union civique hongrois et le Parti populaire démocrate-chrétien (KNDP), reconduite suite aux élections législatives de 2014, marque un tournant radical dans la politique menée par les différents gouvernements hongrois depuis le début de l'ère postcommuniste. Le parti gouvernemental obtient la majorité des deux tiers des sièges au parlement lors des deux dernières élections. Facilement et confusément qualifié de national-libéral-conservateur, le nouveau régime d'Orbán s'apparente, dans les faits, à un gouvernement aux inflexions nationalistes ou disons patriotiques affirmées. En juillet 2014, il déclare vouloir «construire un "Etat illiberal" »¹. Le néologisme utilisé lors de son intervention à l'université d'été de Băile Tușnad en pays sicule (département de Harghita, Roumanie) montre cette volonté d'engager la Hongrie sur une voie politique nouvelle. Orbán s'inscrit donc en faux, depuis 2010, par rapport aux orientations politiques de son premier mandat s'étalant sur la période 1998-2002. En 2011, le parlement hongrois valide une nouvelle constitution qui malgré certains amendements ultérieurs est vivement critiquée par l'Union européenne². Au-delà de la défense des « valeurs traditionnelles » du peuple hongrois, Orbán renoue, en partie, avec une certaine tradition politique hongroise en réactualisant le thème de la restauration territoriale de la Grande Hongrie depuis l'Honfoglalás³ et celui du retour à la mère-patrie des Hongrois de l'étranger. Une des mesures du gouvernement Orbán a été d'accorder la nationalité hongroise aux *Magyars d'outre-frontières* qui le souhaitent c'est à dire aux Hongrois constituant donc une minorité nationale présente dans les Etats limitrophes de la Hongrie : Slovaquie, Ukraine, Serbie, Autriche, Slovénie et Roumanie (Magyars, Sicules, Csángós)⁴. Outre la mise en place d'une procédure simplifiant la naturalisation des Hongrois vivant hors des frontières de l'Etat hongrois, sur la question des minorités hongroises de l'étranger, Orbán se fait volontiers autoritaire et menaçant : « Nous allons *construire* un pays où nous ne travaillerons plus au bénéfice des étrangers. Nous allons intégrer tous les Hongrois qui vivent dans le bassin des Carpates ou ailleurs dans le monde »⁵ déclare le 22 février 2013, celui qui 24 ans plus tôt appelait à la tenue d'élections libres et au départ des troupes soviétiques du territoire hongrois et incarnait, dans son pays et aux yeux des démocraties libérales, une des grandes figures de l'opposition démocratique au pouvoir communiste. Parallèlement à ces décisions et discours gouvernementaux, différentes opérations de propagande sont menées par l'organisation de Gábor Vona, le Parti Jobbik (l'Alliance des Jeunes de Droite-Mouvement pour une meilleure Hongrie). Les élections législatives de 2010 en Hongrie ont, en effet, propulsé sur le devant de la scène politique hongroise ce parti dont les références idéologiques sont à chercher du côté de l'amiral Miklós Horthy, régent du royaume de Hongrie de 1920 à 1944. Le Jobbik possède d'ailleurs une milice « la garde hongroise » » aujourd'hui officiellement dissoute mais qui poursuit ses activités de manière informelle, héritière du parti pro-nazi des « croix fléchées » qui dirigea la Hongrie de mars 1944 à mars 1945. Le Jobbik qui a remporté 47 députés sur les 346 que comptait la Diète hongroise en 2010 et qui conserve 23 députés en 2014⁶, après la réforme électorale récente qui en réduit le nombre total à 199, ne fait pas partie de cette

¹ Mahony, H. Orbán wants to build « illiberal state » In *euobserver*, 28 juillet 2014 (<http://euobserver.com/political/125128>) [consulté le 26 août 2014]

² La commission des libertés civiles du Parlement européen appelle les autorités hongroises à respecter les valeurs de l'UE, 19 juin 2013 (<http://www.europaforum.public.lu/fr/actualites/2013/06/pe-libe-hongrie/index.html>) [consulté le 26 août 2014]

³ Désigne le début de la sédentarisation des tribus magyares, dans le bassin danubien

⁴ «Modification de la loi LV de l'an 1993 portant nationalité hongroise. L'article 6, alinéa 3 de la Constitution hongroise prévoit que « la République de Hongrie se porte responsable du destin des Hongrois vivant hors frontières et assiste la promotion de leurs rapports avec la Hongrie ». source : <http://www.allampolgarsag.gov.hu/images/francia.pdf> et <http://www.allampolgarsag.gov.hu/> [consultés le 26 août 2014]

⁵ Bran, M. Les démons du passé In *D'Land.*, 19 avril 2013 (<http://www.land.lu/2013/04/19/les-d%C3%A9mons-du-pass%C3%A9E2%80%A9/>) [consulté le 20 août 2014]

⁶ Elections législatives de 2014 en Hongrie (<http://elections-en-europe.net/institutions/elections-en-hongrie/elections-legislatives-de-2014-en-hongrie/>) [consulté le 23 août 2014]

coalition, gouvernementale de droite mais trouve des points de convergences idéologiques avec la ligne national-patriotique qui imprègne le discours du gouvernement en place à Budapest.

Orban et les néo-nationalistes hongrois se revendiquent à l'occasion, à l'instar du maréchal Horthy, du pantouranisme, une idéologie prônant l'union de tous les peuples turcophones d'Asie Centrale. Dans le même temps, ces néo-nationalistes amis-ennemis du Fidesz et du Jobbik défient l'Europe entière en déclarant en 2012 : « Nous autres Hongrois, sommes un peuple à demi-asiatique qui, à la différence des peuples du Nord, ne marche que par la force. C'est pourquoi, si besoin est pour sauver notre économie, nous devons réfléchir à une nouvelle formule qui remplacerait la démocratie »⁷. Le philosophe et ancien député Gáspár Miklós, clairement hostile au pouvoir de Budapest, affirme à la télévision en août 2014, non sans une certaine forme de fatalisme, de catastrophisme et d'exagération sans doute, que la voie politique suivie par le gouvernement Orban est bien celle-ci : « La Hongrie a dit au revoir à la démocratie [...] [Orban] nous a dit qu'il ne sera pas remplacé par des élections. Cela signifie que ceux qui sont contre lui doivent être prêts pour le combat le plus sombre. Soit il reste en fonction tant que lui permet sa santé, dirigeant les affaires du pays par sa propre autorité, alors que le pays s'enfoncé dans l'obscurité, que ce soit en termes économiques, politiques, culturels, sociaux ou moraux, jusqu'à ce que nous devenions une terre perdue, une épave, un endroit terrible, un trou noir sur la carte de l'Europe, un endroit plus arriéré et plus tyrannique qu'aucun de nos voisins d'Europe orientale »⁸.

C'est le Traité de Trianon de 1920⁹ qui permet la réintégration de la Transylvanie sous l'autorité des gouvernements roumains qui alimente une polémique entre la coalition en place à Budapest qui est rejoint sur ce point par le Jobbik et la classe politique roumaine. Entre l'année 2010 et 2014, un ensemble de propos a été tenu par Viktor Orban sur ce que l'on peut nommer « la question des minorités hongroises de l'étranger ». Certains partis de Hongrie ou autonomistes magyars en Roumanie ont, à l'évidence, été galvanisés et encouragés à radicaliser quelque peu leurs positions sur la « question magyare » en Roumanie, par l'arrivée au pouvoir d'un homme qui s'exprime sans fard sur ce « problème ». En réponse, des responsables politiques de Roumanie ont fait à leur tour des déclarations entraînant l'installation d'un climat de tension entre les deux Etats voisins. Ces échanges, parfois virulents, entre les acteurs de la scène politique roumaine et hongroise ne doivent-ils être appréhendés que comme une crise conjoncturelle appelée à s'apaiser ou bien annoncent-ils une radicalisation des positions politiques des deux côtés de la frontière hungaro-roumaine et des changements profonds annonçant une reconfiguration de l'échiquier politique roumain et/ou une mutation du système politique suite à une éventuelle crise de régime, selon des modalités dont nous donnerons les grandes orientations à travers des scénarios qui prendraient corps sous 10 à 15 ans ?

I. Les querelles historiographiques concernant l'espace transylvain : une nécessaire recontextualisation pour comprendre les relations magyaro-roumaines actuelles

L'histoire de la Transylvanie relève principalement de deux discours. Une version roumaine affronte une version hongroise. Elles doivent être connues car c'est sur ces querelles historiographiques qu'achoppent les tensions au sujet du statut de la Transylvanie. Or donc, la première version de cette histoire transylvaine est qualifiée de sédentariste. Elle stipule que les Daces sont les premiers habitants de l'actuelle Roumanie. Après la conquête de la Dacie, au II^e siècle par Trajan, les Romains se mélangent aux populations daces. Les Roumains revendiquent, donc, un héritage ethnolinguistique fruit de la rencontre entre autochtones daces -qui adoptent, de surcroît, la langue latine- et l'envahisseur romain. Après le retrait des troupes romaines, la population daco-romaine se retire dans les montagnes

⁷ Waline, P. Hongrie : nos ancêtres les Mongols In *Causeur*, 17 août 2012 (<http://www.causeur.fr/hongrie-nos-ancetres-les-mongols-18732.html>) [consulté le 20 août 2014]

⁸ Intervention de Gáspár Miklós sur ce site <http://www.atv.hu/video/k/video-20140728-tamas-gaspar-miklos>, résumée et transcription en anglais de George Szirtes sur son site à l'adresse <http://georgeszirtes.blogspot.co.uk/2014/07/goodbye-to-democracy-hungarian.html>, 30 juillet 2014 [consultés le 22 août 2014]

⁹ Les arbitrages de Vienne de 1938 et 1940, sous la conduite de l'Allemagne nazie, remettent en cause le traité de Trianon. Le nord de la Transylvanie retourne à la Hongrie. Le traité est de nouveau en vigueur à partir de 1945. Malgré cela, depuis 1948, la « România Întregită » n'existe plus.

transylvaines puis serait progressivement redescendue dans les plaines. Cette version daco-roumaine est contestée par l'historiographie hongroise qualifiée de « révisionniste » par les Roumains. Pour ces partisans hongrois mais aussi allemands de la thèse dite migrationniste¹⁰ ou immigrationniste, à leur arrivée au IXe siècle, les Magyars trouvent la Transylvanie inoccupée. Les populations latinophones auraient disparu de l'espace nord-danubien après 271. Le peuplement de la Transylvanie par des Roumains seraient donc, selon cette version dû à la tolérance de seigneurs hongrois qui auraient accepté l'installation de bergers sur leurs terres. Ajoutons simplement qu'une troisième voie tracée par Dimitrie Onciul (1856-1923) considère que la frontière linguistique que représente traditionnellement le Danube est caduque. La romanisation aurait en fait touché les espaces situés de part et d'autre de cette limite. Ce qui est certain c'est que pour les Hongrois comme pour les Roumains, la Transylvanie est constitutive de « l'espace vital » de leurs nations. « L'ensemble de la classe politique roumaine souscrit à l'affirmation du président Iliescu datant de 1990, pour qui "la Transylvanie n'est pas seulement le cœur de la Roumanie politique... la Transylvanie est le cœur de la Roumanie géographique" et la "pérennité de son union" aux autres provinces résident dans "la justice comme vérité historique"¹¹. Il est très rare, dans le discours roumain, de considérer le rattachement de la Transylvanie à la Roumanie comme une conséquence des traités de paix. Ce rattachement est le plus souvent considéré comme naturel, l'assemblée d'Alba Iulia du 1er décembre 1918 n'étant qu'une expression supérieure du droit des Roumains à disposer d'eux-mêmes. » (Boisserie, 2003 : p. 110)

Retracer la totalité de l'histoire de la région nous éloignerait trop de notre sujet. Affirmons seulement que la roumanité de la région transylvaine est incontestable¹². Rappelons, par ailleurs, que le processus de magyarisation de la région fut « dans un premier temps spontané, avant d'être organisé et de devenir "une véritable raison supérieure d'Etat" » (ibidem : p. 109). « L'idéologie raciste de Budapest » dont « l'offensive la plus vigoureuse [...] eut lieu dans l'entre-deux-guerres et pendant la seconde guerre mondiale » (idem) est toujours de mise après 1989 et a s'est à nouveau radicalisée depuis 2010 mais le plus souvent aux marges du monde politique hongrois.

II. La classe politique roumaine à l'épreuve des mesures et déclarations du pouvoir hongrois concernant les minorités magyares de Roumanie

La minorité hongroise de Roumanie est concernée par une des mesures du gouvernement de Viktor Orban qui est d'accorder la nationalité hongroise aux *Magyars d'outre-frontières* qui le souhaitent. Quelle est cette population hongroise présente sur le territoire roumain ? Au recensement effectué en 2011 la communauté magyare représentait 6,61 % de la population soit 1.434.377 personnes sur l'ensemble du territoire roumain. Cette communauté se compose des Magyars proprement dits et sont au nombre de 350000 et des Sicules dont la population est évaluée à 825000. Ces groupes ethniques sont majoritairement concentrés dans les départements de Harghita (85 % de la population du județ) et Covasna, c'est-à-dire dans la zone orientale de la Transylvanie¹³.

1. Des discours de soutien aux minorités hongroises de Roumanie...

L'accord de bon voisinage roumano-hongrois signé en 1996 garantissant le caractère inviolable des frontières et la participation de l'Union Démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR) à tous les gouvernements depuis cette date est remis en cause par la loi fondamentale de la Hongrie du 25 avril 2011, pierre d'angle du nouveau système politique hongrois. Celle-ci stipule que « guidée par la cohésion d'une nation hongroise unie, la Hongrie porte la responsabilité de la situation des Hongrois vivant hors des frontières du pays. Elle aide au maintien et au développement de leur communauté. Elle soutient les

¹⁰ Thèse du "Désert des Avars" (*Avarenwüste*) défendue par l'Allemand Robert Rössler au XIXe s.

¹¹ Discours de Ion Iliescu à Alba Iulia le 1er décembre 1990

¹² On se référera à cet égard aux travaux récents de Lucian Boia et en particulier à *Istorie și mit în istoriografia românească*, București, Editura Humanitas, 1997 et à la brochure de Zamfirescu Dragoș (1995), *Traqués dans leur propre pays, gouvernement de la république de Roumanie publiée à l'occasion du symposium 55 ans depuis le tragique diktat de Vienne* (Boisserie, 2003)

¹³ Comisia centrala pentru recensamentul populatiei si al locuintelor. (2012)

¹⁴ http://www.insse.ro/cms/files%5Cstatistici%5Ccomunicate%5Calte%5C2012%5CRPL_rezultate%20preliminare.pdf [consulté le 21 août 2014]

efforts déployés pour maintenir leur magyarité, pour faire appliquer leurs droits individuels et collectifs, pour créer des organes collectifs d'autogestion et pour qu'ils s'épanouissent sur leur terre natale. Elle promeut la coopération entre eux et la Hongrie »¹⁴. Cette loi confirme et accentue le fait que la Hongrie est un Etat-nation déterritorialisé (Bodlore-Penlaez, 2010 : p. 124).

Lors du référendum de juillet 2012 portant sur la destitution du président Traian Basescu, Viktor Orban appelle les Hongrois de Roumanie à ignorer le scrutin. Crin Antonescu accuse alors la minorité hongroise d'avoir fait échouer le référendum et a réactivé le discours sur le rôle des « ennemis de l'intérieur » nuisant aux intérêts supérieurs de la nation. Dans la foulée le premier ministre roumain, Victor Ponta, montre son mécontentement face aux déclarations et demande au premier ministre hongrois ne plus se mêler à l'avenir des affaires intérieures roumaines affirmant que le président Basescu ne représente que lui-même et son « ami » Viktor Orban. La Voix de la Russie considère quant à elle que désormais « la Roumanie est gouvernée depuis Budapest »¹⁵. En mai 2012, Le Premier ministre hongrois Viktor Orban déclare à la radio publique Kossuth que les ethnies magyares de Roumanie sont actuellement confrontées à une situation nouvelle et il est temps pour eux d'unir leurs forces. Fin juillet 2014, invité à la XXVe université d'été Tusvanyos de Băile Tușnad, Orban, tout en se défendant d'avoir tenu quelque propos irrespectueux à l'égard du président, du premier ministre roumain ou de la nation roumaine ces deux dernières années, réaffirme que les ethnies magyares ne sont pas traitées avec respect du côté roumain¹⁶.

2. ...aux appels à l'autonomie des Hongrois de Roumanie des autorités hongroises et des partis autonomistes hongrois de Roumanie

« Je suis très fier d'être un Sicule, les Roumains doivent comprendre que nous sommes attachés à nos sentiments nationaux et à nos symboles »¹⁷ déclare le nouveau préfet de Covasna, Tamas Sandor le 31 janvier 2013, lors de sa cérémonie d'investiture durant laquelle le drapeau de la minorité sicule majoritaire dans ce département a été enlevé. Alors que l'Etat roumain autorise l'utilisation du drapeau sicule, la dissimulation des symboles de cette minorité ethno-linguistique liée aux Magyars a provoqué l'indignation des autorités hongroises. C'est d'abord le secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères hongrois, Nemeth Zsolt, qui réagit le 5 février en déclarant : « Les Hongrois de Roumanie ont subi une agression symbolique à laquelle les Hongrois de Hongrie doivent répondre »¹⁸. Dans le même temps, il demande aux maires de Hongrie d'arborer le drapeau sicule dans chaque mairie de Hongrie. Aussitôt, le premier ministre roumain social-démocrate Victor Ponta réplique avec fermeté : « Nous n'acceptons pas que d'autres nous donnent des leçons sur la façon d'appliquer les lois en Roumanie. Il s'agit d'une insolence »¹⁹. Cette affaire aurait pu en rester là, mais c'est ensuite au tour de Fuzes Oszkar, l'ambassadeur de Hongrie à Bucarest de déclarer publiquement et de franchir un nouveau cap en tenant des propos relevant de l'ingérence dans un pays étranger : « Les minorités représentent 20 % de la population roumaine... Les droits des Sicules n'ont pas été respectés. Je soutiens leur autonomie culturelle et territoriale. L'article premier de la Constitution roumaine devrait mentionner *un Etat roumain*

¹⁴ Piras, B. Démocratie, finances, Europe : les déficits hongrois. Rapport d'information du Sénat, 19 juillet 2012 (<http://www.senat.fr/rap/r11-684/r11-6846.html> [consulté le 26 août 2014])

¹⁵ SamuelR. Viktor (Orban) contre Victor (Ponta) ?, 30 juillet 2012 (<http://blogs.mediapart.fr/blog/samuelr/300712/viktor-orban-contre-victor-ponta>) [consulté le 21 août 2014]

¹⁶ Boghiceanu, A. Viktor Orban : Etnicii maghiari nu sunt tratati cu respect In *Adevarul*, 28 juillet 2014

¹⁷ Bran, M. (2013). Les Hongrois de Roumanie relancent le débat sur la question de leur autonomie In *Le Monde*, 13 mars 2013 (http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/03/13/les-hongrois-de-roumanie-relancent-le-debat-sur-la-question-de-leur-autonomie_1847218_3214.html) [consulté le 21 août 2014]

¹⁸ idem

¹⁹ idem

multinationa l»²⁰. Oszkar est alors sévèrement rappelé à l'ordre par le gouvernement roumain et le ministre des affaires étrangères Titus Corlatean : « Si l'ambassadeur hongrois va au-delà de ses attributions, nous lui fermerons toutes les portes »²¹. Ces frictions diplomatiques surviennent au moment où l'organisation administrative de la Roumanie est en train d'être bouleversée sous l'impulsion de l'Union Européenne. Il s'agit à travers cette réforme de regrouper les quarante et un départements au sein de huit grandes régions. Par incidence, le pouvoir des élus de la minorité hongroise de Roumanie serait affaibli. A ceci il faut associer un projet de réforme de la Constitution ; Bucarest semant l'inquiétude au sein de la minorité hongroise qui se sent « menacée ». En mars 2014, le vice premier ministre hongrois Semjen Zsolt considère dans un discours tenu à Târgu Secuiesc dans le département de Covasna que l'autonomie des Sicules est une demande naturelle en conformité avec le droit européen²². A sa suite, en juillet 2014, l'europarlementaire Lazlő Tökes -« héros » de la révolution roumaine de 1989- soutenu par le Fidesz d'Orban, fait une déclaration qui s'inscrit sur cette ligne critique envers les autorités roumaines et n'hésite pas à invoquer la nécessaire autonomie de la communauté magyare de Transylvanie²³.

Le Parti de la Grande Roumanie (*Partidul România Mare*) de Vadim Tudor est à l'évidence, avec, l'organisation Nouvelle Droite (*Noua Dreapta*) dont nous reparlerons celui qui tient le discours anti-Hongrois le plus radical depuis des années. L'arrivée au pouvoir d'Orban en 2010 n'a fait qu'affermir ces positions de la part des précédents cités. Tudor dont la création de son parti de la Grande Roumanie a été précédée par la création d'une publication *Romania Mare* en 1990 qui sera lue par 400000 personnes au plus fort de sa diffusion (Capelle-Pogacean et Ragaru, 2006 : p. 44-51) connaît son apogée politique lors des élections législatives de 2000 en recueillant 33 % des suffrages exprimés grâce à un discours nostalgique imprégnée de références à la Grande Roumanie de l'entre-deux-guerres et à l'Etat sécuritaire communiste, ses positions irrédentistes (rattachement de la République de Moldavie à la mère-patrie), de rejets des « ennemis de l'intérieur » (Roms, Hongrois) et « de l'extérieur » (Russie, Occident, Israël) et la dénonciation de la corruption des élites du pays depuis la chute du *conducator* communiste. Mais depuis son succès historique en 2000, électoralement c'est la chute libre pour le Parti de la Grande Roumanie. Si Tudor est déconsidéré par l'ensemble de la classe politique roumaine, son discours radical continue à être entendu par les citoyens roumains. Les mesures prises par Budapest en faveur de la minorité hongroise de Roumanie ont permis au vieux chef charismatique de dérouler à nouveau toute sa rhétorique xénophobe. Son discours vise à l'interne l'UDMR soupçonnée de menacer la cohésion de la nation roumaine et de faire le jeu de Budapest a fortiori depuis 2010. Pourtant, l'UDMR est constituée par deux ailes politiques principales : l'une modérée et plutôt progressiste, l'autre plus radicale et nationaliste. « Nous ne sommes pas les ennemis des Roumains »²⁴ avait déclaré Kelemen Hunor le président de l'UDMR en avril 2013. Toutes deux sont, néanmoins, il est vrai, soutenu par des organisations politiques hongroises, l'aile radicale étant accusée d'être le « cheval de Troie » du régime de Budapest actuel. Mais là encore, il existe une véritable perméabilité entre ces deux tendances. Et le chauvinisme de gauche des modérés se confond parfois avec le nationalisme ethnique des plus radicaux. L'UDMR participe à Arad, aux côtés d'officiels hongrois, à des manifestations célébrant la mémoire des 13 généraux de l'armée impériale austro-hongroise luttant pour la libération de la Hongrie de la tutelle du pouvoir hasbourgeois et accusés de génocide à l'encontre de la population transylvaine lors de la révolution de 1848. En réaction, c'est la figure du révolutionnaire Avram Iancu qui est brandie lors de contre-manifestations organisées notamment par l'organisation nationaliste radicale *Noua Dreapta*. La Nouvelle Droite, mouvement

²⁰ idem

²¹ idem

²² Mihaescu S. Vicepremierul Ungariei, Semjen Zsolt: Autonomia cerută de secui este "o cerință firească" In Radio România, 15 mars 2014

(http://politicaromaneasca.ro/vicepremierul_ungariei_semjen_zsolt_autonomia_ceruta_de_secui_este_o_cerinta_fireasca-17641) [consulté le 26 août 2014]

²³ Boghiceanu, A. Viktor Orban : Etnicii maghiari nu sunt tratati cu respect In *Adevarul*, 28 juillet 2014

²⁴ Entrevu cu Kelemen Hunor, președintele UDMR despre recente controversa naționaliste dintre români și maghiari, despre regionalizare și despre tensiunile din USL (<http://www.udmr.ro/pressroom/interviu/interviu-cu-kelemen-hunor-preedintele-udmr-despre-recente-controverse-nationaliste-dintre-romani-si-maghiari-despre-regionalizare-si-despre-tensiunile-din-usl#sthash.4w7LVImd.dpuf>)

groupusculaire qui ne participe pas aux élections roumaines est clairement hostile à l'UDMR et aux minorités ethniques du pays et multiplie les actions symboliques et provocations à l'égard de la des Hongrois de Roumanie. Mouvement traditionaliste chrétien orthodoxe, ethno-nationaliste, anti-libéral, revendiquant l'héritage idéologique de la Garde de Fer de Corneliu Zelea Codreanu, la Nouvelle Droite roumaine affirme, sans ambages, combattre « l'irréductibilisme hongrois » et se réfère à une histoire roumaine mythifiée. Ses membres défilent régulièrement au son des slogans : « Les ennemis de la nation, dehors ! », « Nous, Roumains, sommes les propriétaires ancestraux de cette terre ! », « Hargita et Kovászna, terre roumaine ! »^{25 26}.

Quelles peuvent donc être les conséquences de ces tensions qui n'ont certes pas encore abouties à une crise diplomatique grave entre les deux Etats voisins, mais qui réactivent des querelles que beaucoup pensaient appartenir à un passé révolu ? Un durcissement des positions sur la « question magyare » de part et d'autres de la frontière hungaro-roumaine pourrait-il générer une crise de régime en Roumanie ? Nous répondons à cette question par l'affirmative mais, certes, avec prudence. Ainsi, on ne peut pas simplement voir cette possible reconfiguration de l'échiquier politique roumain qu'à travers le prisme des réactions des acteurs du monde politique face à la situation politique en Hongrie. Au-delà des crispations ethno-nationalistes sur la question magyare, qui ne seraient que l'élément permettant d'induire une rupture dans le jeu politique en Roumanie et permettant de le refonder, il faut aller chercher en amont d'autres éléments, rechercher les causes profondes de cette possible évolution. Il faut, à l'évidence, refuser toute monocausalité et ne voir dans ces agitations et inflations verbales que l'un des marqueurs susceptibles de mener à une recomposition politique en Roumanie. Nous nous livrerons donc à un délicat exercice de prospective quant à l'évolution possible du système politique roumain à moyen terme (10 à 15 années). Notons que cet exercice n'est pas à confondre avec la prophétie. Au préalable, il nous faut, en outre, cerner et définir les grandes orientations idéologiques qui traversent, actuellement, la classe politique en Roumanie.

III. Vers une reconfiguration recomposition de l'échiquier politique roumain : une fin probable de « l'alternance unique » et la possible émergence d'alternatives politiques en rupture avec le jeu politique postcommuniste

1. Les grands courants idéologiques traversant la classe politique roumaine

Sans discuter longuement de la pertinence de l'application de la « théorie des quatre clivages » de Lipset et Rokkan (Eglise/Etat, centre/périphérie, possédants/travailleurs, élites rurales/élites urbaines) (Heurtaux, Zaleski, 2012 : p. 129) dans le cas de la sociologie politique roumaine, on peut cerner plusieurs approches inspirées par cette théorie pour décrypter le jeu politique roumain : la première approche est fidèle à la grille de lecture des deux auteurs, dans la deuxième approche la théorie des clivages est une simple source d'inspiration permettant de créer une grille d'analyse substitutive propre au cas des anciennes démocraties populaires, la troisième n'utilise les travaux de Lipset et Rokkan que comme base de travail pour l'enrichir ensuite en relevant les clivages propres aux Etats postcommunistes. Enfin une méthode alternative vise à montrer que les échiquiers de pays d'Europe centrale et orientale ne sont pas déterminés par des clivages ancestraux. Aucune de ces approches ne semble plus pertinente l'une que l'autre pour dessiner le paysage politique roumain. Cependant, De Waele partisan de la dernière approche citée écrit : « Les pays d'Europe centrale et orientale ne sont pas marqués au fer rouge par des clivages ancestraux. Les antagonismes observés dans l'entre-deux-guerres ou sous le régime communiste n'influent pas directement sur les paysages politiques aujourd'hui formés. Ils n'éclairent les analyses

²⁵ Baumgartner V. L'extrême-droite roumaine organise une manifestation anti-hongroise à Cluj-Napoca In *Hulala*, 2 avril 2012 (<http://www.hu-lala.org/2012/04/02/lextreme-droite-roumaine-organise-une-manifestation-anti-hongroise-a-cluj-napoca/>) [consulté le 22 août 2014]

²⁶ Pacala D. Noua Dreaptă va protesta sâmbătă, la Arad, înainte de manifestările organizate de 15 Martie In *Mediafax*, 12 mars 2014 (<http://www.mediafax.ro/social/noua-dreapta-va-protesta-sambata-la-arad-inainte-de-manifestarile-organizate-de-15-martie-12250246>) [consulté le 22 août 2014]

contemporaines que dans la mesure où ils sont révélateurs de dispositifs génériques : les rapports observés dans le passé entre plusieurs facteurs peuvent trouver des équivalents structuraux dans la période post-communiste sans qu'une filiation linéaire soit établie » (De Waele, 2004 : p.17). Cette proposition liminaire à une invitation à lire le monde politique postcommuniste -roumain en particulier- de manière renouvelée a, en effet, le mérite de refuser de considérer le jeu politique roumain comme constitué d'acteurs revendiquant une identité héritière d'anciennes polarités politiques. Cristian Preda confirme et adopte cette position en affirmant : « Le post-communisme ne s'articule pas autour des clivages, ni même autour des tensions politiques durables »²⁷ (Preda, 2004 : p.86). Preda poursuit en affirmant que « Le post-communisme roumain reprend la tradition de la "monstrueuse coalition" : au XIXe siècle, les partis ne s'affirment qu'après l'éviction du prince Cuza en février 1866, organisée par la coalition des groupes conservateurs et radicaux ; la coalition a pu ainsi confisquer pour longtemps l'Etat roumain » (ibidem). La seule différence par rapport à cette situation est l'existence au sein de la particratie post-communiste d'un parti national-communiste nostalgique de l'Etat autoritaire : le parti de la Grande Roumanie qui se démarque sensiblement des autres formations politiques de Roumanie.

Nous nous contenterons de dire que les différents régimes politiques ayant gouverné durant les périodes démocratiques mais aussi pendant les séquences historiques totalitaires (monarchie autoritaire, fascisme, communisme) ont puisé dans différents creusets idéologiques liés à l'histoire particulière des pays roumains. On peut identifier à travers l'histoire de la Roumanie moderne cinq tendances lourdes, évidemment perméables, les unes aux autres ayant participé à la construction des régimes au pouvoir en Roumanie. Nous pouvons considérer que des grands axes idéologiques traversent la particratie roumaine de nos jours. Aussi, il est possible de dresser un tableau de ces grandes tendances ou couleurs traversant la vie politique roumaine aujourd'hui ^{28 29 30}.

La première tendance peut être qualifiée de « latiniste » du fait de la nature de la langue roumaine, à la fois internationaliste car tournée vers les autres pays latins et isolationniste du fait de la situation géographique de la Roumanie, îlot de latinité, entourée de pays de langues slaves et de la Hongrie de langue finno-ougrienne. La deuxième identité politique roumaine se polarise sur un discours « victimaire ». La situation de la Roumanie actuelle et passée est due à sa situation géopolitique. Cette tendance s'affirme autour d'un discours stipulant que le pays a dû durant son histoire lutter contre la volonté de domination des empires proches (russe puis soviétique, ottoman, austro-hongrois). Dans cette configuration les responsables politiques roumains sont exonérés de toute responsabilité dans la faillite de leurs politiques. Une troisième composante axée sur l'idée que le berceau de la civilisation roumaine est rurale et chrétienne orthodoxe qui s'est autant affirmée avec le nationalisme « émancipateur » des XIXe qu'avec le nationalisme « excluant » des années 1930 incarnée par la Légion de l'archange saint Michel de Corneliu Codreanu et d'Horia Sima ou le régime du maréchal Ion Antonescu. La frange « humaniste » revendique l'héritage des philosophes français des Lumières du XVIIIe siècle qui trouve différents échos et incarnations politiques de la première constitution de 1741 à la révolution de 1989 en passant par la création de la Grande Roumanie en 1918. Enfin, on peut isoler une composante occidentaliste qui consiste en une volonté d'imitation du modèle des démocraties occidentales qui prend racine en plein XIXe siècle et qui présente des points communs avec la précédente citée.

2. Des « tromperies électorales » depuis la fin de l'année 1989 jusqu'à aujourd'hui

Quand on passe de l'échelle des tendances identitaires à l'incarnation politique de ces tendances, on ne peut que constater que les différents partis ne s'inscrivent pas dans des compartiments étanches. Plus encore, les catégorisations concernant les partis de la classe politique en Roumanie paraissent donc bien arbitraires. On a pu s'en rendre compte lors de la crise de 2007 puis celle de 2010, lorsque l'ensemble des partis roumains emmené par le Parti Social Démocrate (PSD) de Victor Ponta et le Parti National Libéral

²⁷ Preda C. (2004) Les partis politiques dans le post-communisme roumain In De Waele J.-M. dir., (2004). *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Editions de l'Université de Bruxelles

²⁸ Castellán, G. (2002). *Histoire du peuple roumain*, Crozon, Éditions Armeline

²⁹ Djuvara, N. (1989), *Les Pays roumains entre orient et Occident*, P.U.F., Paris

³⁰ Durandin, C. (1995), *Histoire des Roumains*, Fayard, Paris

(PNL) de Crin Antonescu s'est coalisé pour soutenir la procédure de destitution du président « scorpion-tyran »³¹. Traian Basescu pourtant élu démocratiquement. Face à cette unanimité transcourant sur la question de la légitimité (ou non-légitimité) du président en exercice, nous considérons que nous sommes depuis la création du Front de Salut National qui prend le pouvoir au tout début de l'année 1990 en présence d'un système politique basé sur un système d'« alternance unique ». En effet, la série de discours sur la rupture avec le « monde ancien » - i.e. celui qui prévalait depuis 1947 avec la mise en place du régime communiste- depuis par la prise du pouvoir par le Front de Salut National jusqu'aux mandats présidentiels de Traian Basescu n'ont pu faire illusion que grâce aux soutiens des médias et de certains intellectuels. Les opposants récents au régime du président Basescu tels le très libéral Crin Antonescu et le socialiste Victor Ponta réunis au sein de l'a priori improbable mais très opportuniste « Union sociale libérale » ne se distinguent guère de l'ensemble de la classe politique roumaine pour une bonne part issue de l'aile conservatrice ou réformatrice de l'ancien parti communiste roumain. En juillet 2014, le PNL et le PDL (*Partidul Democrat Liberal*) annonce une alliance électorale des deux partis réunis sous l'étiquette PNL, ce qui montre encore une fois, la pratique régulière et opportuniste des fusions des différentes formations politiques en Roumanie selon le contexte du moment ³². Si le Parti National Libéral présente une certaine originalité en montrant une certaine sympathie à l'égard de l'idée de restauration-instauraton d'une monarchie constitutionnelle, le consensus sur la politique économique à mener avec les grands partis de Roumanie est totale. Elle consiste à grands traits à imiter le modèle occidental libéral. En ce qui concerne la politique extérieure, en dehors de quelques réserves superficielles, il y a unanimité au sein de l'échiquier politique sur la nécessité de continuer à engager la Roumanie sur la voie des réformes imposées par l'Union européenne, de rester au sein de l'OTAN sur la question de la défense et de la sécurité militaire.

Seules des organisations politiques ou métapolitiques, aujourd'hui encore groupusculaires comme la Nouvelle Droite ou encore la formation hybride Parti de la Grande Roumanie bien insérée dans la vie politique roumaine, malgré ses piètres résultats électoraux récents, semblent réellement montrer la plus grande hostilité face à l'alignement de la quasi-totalité de la classe politique roumaine sur la ligne euro-atlantique concernant les questions géostratégiques et contre l'orientation capitaliste sur le plan économique.

3. Dépassement des pseudo-clivages issus d'un système hermétique et émergence d'un nouvel ordre politique : des élites postcommunistes issus de « l'ancien régime communiste » qui sortent de l'histoire

Aucun gouvernement n'a pu répondre aux défis économiques, sociaux, culturels ou identitaires lancés par la révolution ou contre-révolution de 1989. Cette dernière menée par d'anciens de la nomenklatura socialiste du régime Ceausescu a échoué dans sa volonté -réelle sans doute parfois, mais le plus souvent relevant d'annonces spectaculaires- de créer un nouveau modèle de société et une nouvelle politique économique. Il apparaît que les ex-apparatchiks communistes « conservateurs » et « réformistes » convertis à l'économie de marché n'ont jamais été là que pour conserver leurs prébendes, malgré quelques tentatives de réformer le pays grâce, notamment, à l'aide des fonds européens, des Investissements Directs Etrangers...Les « nouveaux venus » sur la scène politique roumaine, d' Antonescu à Ponta, semblent être sur cette même ligne désormais obsolète. La greffe d'un modèle socio-économique et politique d'inspiration occidental sur un Etat marqué par des expériences de régimes autoritaires, nationaliste et communiste, n'a pas fonctionné. A la forte déception populaire à l'égard des gouvernants de la Roumanie depuis 1990 - à la marge de manœuvre, il est vrai, limitée - viennent s'ajouter les provocations de Budapest qui attisent le ressentiment anti-hongrois parmi le peuple roumain. Selon un sondage de l'IRES (*Institutul Român pentru Evaluare și Strategie* ³³ paru en 2013, 51 % des Roumains ne souhaitent pas être représentés par un politicien de la minorité hongroise et 41 % des interrogés considèrent la Hongrie comme un ennemi³⁴. Déjà en 1994, à la question posée par l'Institut de Marketing et de Sondages (IMAS)

³¹ Ces qualificatifs ont été utilisés par Ponta et Antonescu à destination du président en exercice. Voir <http://www.france-actualites.fr/spip.php?article858690>

³² Zachamnn S. Noul Partid, pus la microscop : puncte forte, puncte slable In *Adevarul*, 28 juillet 2014

³³ Un think-thank « indépendant »

³⁴ <http://www.ires.com.ro/rezultate>

« Croyez-vous possible, dans le futur, un conflit avec un pays voisin ? »³⁵, les sondés répondent oui à 40 %. Quand les Roumains ayant répondu positivement à la première question doivent ensuite nommer les Etats avec lesquels la Roumanie entrerait possiblement en conflit : ce sont la Hongrie et la Russie, à hauteur de 49 %, qui sont le plus fréquemment citées. En 1995 et 1996, ce sont respectivement 57 % puis 56 % des Roumains qui estiment qu'un conflit avec la Hongrie est possible. (Boisserie, *op. cit.*, 2003 : p. 194-195). Les enquêteurs ne précisent cependant, pas à quel conflit ils font allusion. Nous ne connaissons ni sa nature (politique, symbolique, identitaire...) ni son statut (conflit ouvert ou latent, armé ou non...) ce qui réduit fortement la pertinence du questionnaire et par incidence des réponses et la possibilité de leur exploitation. Sans doute, pouvons-nous, en tout cas, supposer que les réponses correspondent à l'expression d'un imaginaire sur la « question magyare », instrumentalisé par différentes formations politiques et certains médias. S'agit-il d'un ressentiment profond ou d'une réaction épidermique d'une frange conséquente de la population roumaine face à une certaine agressivité hongroise ? En outre, méfions-nous des sondages d'opinion qui, certes, permettent de mettre en exergue un air du temps, de montrer des inquiétudes, des tendances idéologiques, mais qui ne peuvent en aucun cas constituer un socle infaillible permettant de mener un exercice de prospective. Ces sondages ne peuvent à eux seuls laisser présager de changements radicaux futurs en termes de relations entre la Roumanie et la Hongrie.

Par ailleurs, la méfiance du peuple roumain vis-à-vis de la démocratie (au sens de démocratie bourgeoise et libérale) vient, sans doute, du fait que celui-ci a une expérience récente dans ce domaine. Les premières véritables élections démocratiques datent de 1996 après l'épisode de la confiscation de la révolution par Ion Iliescu à partir de 1990... Dans l'entre-deux-guerres, la Roumanie a connu une période de réelle démocratie de 15 années. Ainsi, les expériences démocratiques en Roumanie sont-elles limitées et le peuple roumain semble entretenir un rapport ambigu avec cette idée. Si après les événements de 1989 « l'image de la démocratie a été adorée, si l'on a cru que la simple déclaration de son adoption rapide allait apporter le bien-être et la liberté totale à tous les citoyens, une fois les premiers signes de la crise économique apparus, la démocratie est devenue coupable de l'augmentation des prix, de l'apparition du chômage, de l'enrichissement illicite de certaines personnes...au point que bientôt on est arrivé à une sorte de rejet de la démocratie : la question rhétorique "A-t-on besoin de la démocratie?" [accompagnait] invariablement tous les jugements critiques à l'adresse des processus et des mécanismes de la transition » (Bocancea, 1998 : p. 173).

Un autre indicateur intéressant nous permet de juger de la période délicate traversée, actuellement, par la Roumanie. Selon les résultats du dernier recensement, la Roumanie a perdu 13 % de sa population en douze ans, l'émigration mais aussi la mortalité infantile élevée constituent des indicateurs intéressants qui peuvent peser sur le destin d'un pays ³⁶...

4. L'émergence de nouvelles identités politiques...

Or donc, nous émettrons l'hypothèse que les lignes de combat politiques évoluent d'une part vers un consensus, à peu près généralisé, contre les orientations d'Orban en matière de politique étrangère, aussi bien que contre les Hongrois de l'intérieur. Pour autant, si de nouveaux blocs politiques se constituent autour de la « question hongroise », cette dernière devient clivante du fait du désaccord entre les factions politiques sur la réponse à apporter à la « menace hongroise » (réelle ou fantasmée) menaçant l'unité de la nation. En nous appuyant sur les cinq grandes composantes politiques suscitées, nous montrerons donc que les tensions réactivées entre les deux Etats concernant la « question magyare » associées à d'autres facteurs (crise économique...) peuvent être un catalyseur permettant de déboucher sur une recomposition de la participation roumaine, voire sur un changement de régime selon des modalités différentes et peut-être

³⁵ Relatiile interetnice în România, Sondaje de opinie 1994-1996, avril 1996, 84 pages (commandé par Korunk, financé par Soros-Cluj, réalisé par l'IMAS, coordonné par Mircea Kivu. Enquêtes portant sur l'état de l'opinion publique sur les relations interethniques. Les questions posées s'adressent clairement à deux groupes de populations : Roumains et Magyars pour faire ressortir distinctement le regard que chaque groupe ethno-linguistique porte l'un sur l'autre.

³⁶ Le Monde-AFP, La Roumanie a perdu 13% de sa population depuis la fin du communisme, 4 juillet 2013 (http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/07/04/la-roumanie-a-perdu-13-de-sa-population-depuis-la-fin-du-communisme_3442487_3214.html) [consulté le 26 août 2014]

inédites³⁷. Pour tenter de cerner les nouvelles tendances politiques et le domaine des possibles en termes de régimes politiques (sans en fixer toutes les dimensions) sous 10 ans à 15 ans, voici un tableau à double entrée pour une approche, somme toute théorique, dont la lecture impose de garder à l'esprit qu'un « événement extraordinaire » peut contredire absolument les scénarios proposés.

En horizontal, nous avons quatre grandes composantes identitaires propres à l'échiquier politique roumain (les composantes humaniste et occidentaliste très proches ont été associées). Rappelons qu'il ne s'agit pas de partis mais de courants idéologiques qui traversent la classe politique et les organisations métapolitiques en Roumanie. En vertical, nous avons sélectionné quatre variables par rapport auxquelles ces courants politiques se positionnent.

Au préalable, il faut donc bien considérer que même si Viktor Orban quitte le pouvoir lors de prochaines élections, Budapest n'abandonne pas ses « positions irrédentistes » et continue son travail d'ingérence dans les affaires intérieures roumaines vis-à-vis de la « question magyare ». Outre la variable « irrédentisme hongrois », nous incluons trois autres variables qui nous apparaissent clivantes au sein de ces courants idéologiques : à savoir la position par rapport au libéralisme et à l'interventionnisme d'Etat et/ou supranational (Union Européenne) et au pluralisme. Ces trois dernières variables sont aussi centrales pour pouvoir émettre des hypothèses sur la nature des nouveaux pôles politiques créés et des scénarios politiques. Une tendance politique peut s'imposer comme système politique.

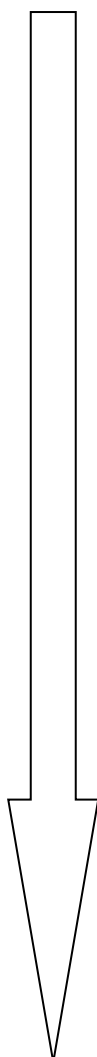
³⁷ Voir l'initiative récente de Ion Coja avec sa « *lista națională* » qui est, peut-être, un signe montrant ces volontés de rompre avec la particratie roumaine, appelées à se multiplier (<http://listanationala.ro/>) [consulté le 31 août 2014]

Tableau 1 : scénarios politiques sur une échelle temporelle de 10 à 15 ans

Identité politique dominante Dynamiques politiques	Latiniste	Victimaire	Berceau de la civilisation roumaine et orthodoxe		Humaniste
			Nationalisme Excluant des années 30	Nationalisme Emancipateur du XIXe s.	Occidentaliste
Irrédentisme hongrois	Rejet mais volonté d'apaisement	Rejet	Rejet, durcissement du conflit	Rejet mais volonté de conciliation	Logique d'apaisement
Volontarisme étatique	Pas de positionnement a priori	Modéré	Très fort	Modéré à fort	Modéré à fort
Laisser-faire libéral européen et étatique		Rejet du niveau européen mais compromis avec Bruxelles	Rejet complet	Rejet au niveau européen	Plutôt favorable
Pluralisme	Pas de positionnement a priori	Pas de positionnement a priori	Rejet	Favorable	Favorable
Scénarios politiques	Une Roumanie démocratique méfiante et défiante envers l'Etranger et l'Union européenne qui cherche à retrouver un statut de puissance régionale en dehors de l'Europe communautaire		Repli politique à l'international, sortie de l'Union européenne, fortes tensions avec la Hongrie et les minorités ethniques présentes sur le territoire roumain		Statu quo politique
	Perméabilité possible des trois composantes : collusion. Régime autoritaire. La dimension victimaire domine. Interdiction du pluralisme politique. Autochtonisme, irrédentisme roumain (Bessarabie...). « <i>Totul Pentru Țară</i> »			Perméabilité des deux composantes : nationalisme émancipateur humaniste tourné vers l'Europe occidentale. relations cordiales avec les puissances voisines	
	Une Roumanie tournée vers les pays latins surtout la France mais méfiante envers l'étranger de l'extérieur (Hongrie), sans concession démesurée vis-à-vis des demandes d'émancipation de la minorité magyare et qui cherche à retrouver un statut de puissance régionale. Le processus d'intégration communautaire est approfondi				

Les partis qui occupent la scène politique roumaine sont fortement volatiles, parfois peu différenciables comme nous l'avons dit (le clivage gauche/droite est nul et non avenu), une nouvelle dimension réellement clivante apparaît : le rapport à la souveraineté du pays ou au mondialisme/globalisme (la dissolution des nations). De fait, il n'apparaît pas pertinent de dire si la recomposition se fait à partir de structures politiques partisanes déjà existantes. Précisons que ces positionnements ne sont pas étanches. Dans le cadre de cet exercice prospectif, il faut comprendre que ces identités politiques peuvent s'imposer en tant que système politique (dont nous ne pouvons préciser toutes les dimensions).

Tableau 2 : *Positionnement des différentes composantes politiques entre souverainisme et mondialisme.*

	<p>Souverainisme</p> <p>Néo-nationalisme pouvant prendre plusieurs formes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - National-orthodoxe. Promotion d'un Etat autoritaire et confessionnel, rejet de l'Union européenne, de l'héritage libéral (philosophique, économique), marginalisation des minorités, favorisés par l'accentuation de la crise économique. irrédentisme, conception ethno-territoriale de la nation. Proche idéologiquement du metaxisme.³⁸ - « Social-national-chrétien ». Porté par le Parti de la Grande Roumanie qui arriverait à coaliser d'autres forces politiques comme le Parti Communiste Roumain³⁹ ou Foyer roumain (<i>Vatra Româneasca</i>). Rejet des minorités. Le seul cas où nous pouvons citer un parti qui porterait ce projet. Collusion possible avec la tendance nationale-orthodoxe. -Néo-nationalisme « constructif », a priori favorable à un système démocratique, tourné vers les pays latins avec une composante victimaire : les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur (Hongrois principalement et l'Europe communautaire) menacent la nation roumaine et ses valeurs. Attitude envers la minorité hongroise et Budapest à géométrie variable. Economie mixte. <p>Souverainisme fort à modéré :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour une Roumanie qui sort de l'Union européenne et qui cherche à retrouver un statut de puissance régionale et qui tente d'apaiser les relations avec ses voisins. La radicalité du discours du régime de Budapest au sujet de la minorité hongroise peut faire évoluer les relations entre les deux pays. Une Roumanie qui se tourne vers la France, alliée historique. Favorable à l'économie de marché, mais fort interventionnisme étatique. - Pour un pays qui veut retrouver son statut de puissance régionale, en mesure de négocier sur un pied d'égalité avec les autres membres de l'Europe communautaire, respect des minorités hongroises sans renoncer pour autant à la cohésion de la nation roumaine. Compromis entre intégration européenne et souveraineté nationale préservée a minima. <p>Ethnonationalisme et régionalisme : Favorable à une Europe des régions, mais tensions ingérables entre la société dominante roumaine et la minorité ethnique hongroise qui veut faire sécession. Régions roumaines inféodées à l'U.E. mais qui se défient d'elle.</p> <p>Perte de souveraineté et dissolution de la nation roumaine : Occidentalisme favorable aux instances supranationales, du statu quo à la perte de souveraineté accentuée. Une Roumanie dans l'incapacité de trouver un compromis favorable préservant l'unité de la nation. Large autonomie accordée à la minorité hongroise. Modèle économique : le capitalisme total.</p> <p>Mondialisme ou Globalisme</p>
--	--

³⁸ Le Metaxisme est une idéologie politique nationaliste autoritariste, proche du franquisme et du salazarisme,

³⁹ En 2010, symbole fort car c'est l'année du retour d'Orban au pouvoir et du début de sa radicalisation, le Parti Communiste Roumain après avoir utilisé les noms de « Parti socialiste du travail » (*Partidul Socialist al Muncii*), puis en 2003 d'« Alliance Socialiste » (*Alianța Socialistă*), renaît sous son nom d'origine. Rappelons qu'avant 1945 le Parti Communiste Roumain comptait à peine 1000 adhérents-militants... Nous connaissons la suite...il est vrai le contexte de l'époque : invasion de l'URSS a permis la domination sans partage du PCR pendant 42 ans (1947-1989)

Conclusion

Il serait risqué, voire totalement dépassé, de vouloir appliquer aux évolutions politiques dans ces deux Etats une grille de lecture qui se référerait de manière abusive à la situation d'exacerbation des discours et comportements nationalistes et irrédentistes des années 30 et 40 du vingtième siècle. Le contexte politique international de cette deuxième décennie du XXIe siècle est, en effet, malgré des similitudes (grave crise économique, réactivation des discours sur la corruption des élites politiques et intellectuelles, réaffirmation d'un certain nationalisme même modéré...) présente de fortes divergences par rapport à la situation qui prévalait dans la première moitié du XXe siècle. Ainsi, les Etats roumains et hongrois sont membres d'une superstructure institutionnelle qu'est l'Union européenne et la marge de manœuvres des gouvernements nationaux sont de plus en plus réduites quant à la manière de conduire les affaires d'un pays. Des instances de régulations, certes forts critiquées et critiquables, à l'instar du Fond Monétaire International, de la Banque Mondiale s'ingèrent dans les affaires des pays européens appartenant à l'ex-bloc communiste et la l'influence des Etats-Unis sur l'Europe communautaire et extracommunautaire est une réalité. La Hongrie et la Roumanie ont toutes deux rejoint l'OTAN. En outre, nous avons pu prendre conscience de l'ampleur de la capacité des démocraties occidentales (euro-étasuniennes) à s'ingérer dans les affaires d'un Etat souverain (le cas de l'Ex-Yougoslavie en est le parfait exemple) qui serait tenté par un désir de se mettre à distance, disons proprement de défier la modernité libérale et ses « apports démocratiques ». A n'en pas douter, si la Hongrie et la Roumanie étaient tentées toutes deux par la solution isolationniste, elles seraient rapidement remises sur les rails de la démocratie libérale, d'une façon ou d'une autre...Au fil de l'histoire moderne de la Roumanie, on observe une impermanence des antagonismes. Durant les périodes démocratiques, a fortiori si on se réfère à la période 1996-2014, la versatilité des politiciens autant que de leurs électeurs est une constante dans la vie politique roumaine. Depuis 2010, Viktor Orban est-il venu perturber la donne politique en Roumanie ? A l'évidence, attribuer aux gesticulations de Budapest la responsabilité, même indirecte, d'une redistribution des cartes dans la particratie roumaine peut sembler exagérer ou hors de propos. Méfions nous, cependant, des mouvements de l'histoire, des agitations de surface peuvent cacher de puissantes forces à l'œuvre en profondeur.

On peut aussi se demander ce que donnerait « un retour du roi » en Roumanie ? Le choix d'une restauration monarchique sous la forme d'une démocratie libérale permettrait-il, réellement, de guider la nation roumaine vers un futur radieux ? De même, la création d'un bloc eurasiste ou eurasiatique pacifié, fait de nations souveraines (c'est-à-dire le contre-exemple parfait de la défunte Union soviétique) qui s'étendrait de Reykjavik à Vladivostok serait-elle, à la fois, une alternative aux replis nationalistes excluant et notamment à la soumission de Bucarest aux injonctions des commissaires européens et de l'OTAN ? Le statu quo, c'est-à-dire la permanence de l'échiquier politique roumain tel qu'il est constitué aujourd'hui, avec un approfondissement du processus d'intégration à l'Europe communautaire semble être le scénario tendanciel. Mais le destin d'un pays se laisse peu aisément deviner. Si elle ne se répète pas, l'histoire bégaie souvent. « Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce »⁴⁰ écrivait Karl Marx au sujet des événements de 1848 en Europe. Et si ces tensions diplomatiques n'étaient que le prétexte pour faire émerger de petits autocrates sans envergure en Roumanie comme en Hongrie imitant -sans pouvoir les copier réellement- les sinistres gouvernants des années 30 et 40 ? La Roumanie et la Hongrie suivront-elles, plutôt, le chemin d'un nationalisme constructif, émancipateur et réconciliateur ? Autrement dit, les nations de ces deux Etats seront-elles guidées par un élan patriotique dans le cadre d'un nouveau printemps des peuples cette fois totalement abouti ? Gageons que les peuples roumain et hongrois sauront trouver une voie politique incarnée par des hommes et des femmes véritablement soucieux de l'intérêt général et du bien commun, autrement dit du plus grand nombre, refusant d'entrer dans le jeu des querelles interethniques et nationalistes stériles mais rejetant également toute soumission à des instances supranationales parfaitement indifférentes au sort des peuples et niant leur souveraineté.

⁴⁰ Marx K. (1851), Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte

Références bibliographiques :

Bocancea, C. (1998). *La Roumanie du communisme au post-communisme*, L'Harmattan
Bodlore-Penlaez, M. (2010). *Atlas des nations sans Etat en Europe*, Yoran embanner
Boisserie, E. (2003). *Un conflit entre normes européennes et mémoires nationales. La question magyare en Roumanie et en Slovaquie (1993-1997)*, L'Harmattan
Castellan, G. (2002). *Histoire du peuple roumain*, Crozon, Éditions Armeline
Djuvara, N. (1989), *Les Pays roumains entre orient et Occident*, P.U.F., Paris
Durandin, C. (1995), *Histoire des Roumains*, Fayard, Paris
Heurtaux, J. & Zalewski F. (2012). *Introduction à l'Europe postcommuniste*, Editions de Boeck Université
(Dir.) De Waele, J.-M. (2004). *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Editions de l'Université de Bruxelles

Périodiques :

Boghiceanu, A. Viktor Orban : Etnicii maghiari nu sunt tratati cu respect In *Adevarul*, 28 juillet 2014
Zachamnn S. Noul Partid, pus la microscop : puncte forte, puncte slable In *Adevarul*, 28 juillet 2014

Sites consultés :

Baumgartner V. L'extrême-droite roumaine organise une manifestation anti-hongroise à Cluj-Napoca In *Hulala*, 2 avril 2012(<http://www.hu-lala.org/2012/04/02/lextrême-droite-roumaine-organise-une-manifestation-anti-hongroise-a-cluj-napoca/>) [consulté le 22 août 2014]

Bran, M. Les démons du passé In *D'Land* , 19 avril 2013 (<http://www.land.lu/2013/04/19/les-d%C3%A9mons-du-pass%C3%A9E2%80%A9/>) [consulté le 20 août 2014]

Bran, M. Les Hongrois de Roumanie relancent le débat sur la question de leur autonomie In *Le Monde*, 13 mars 2013 (http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/03/13/les-hongrois-de-roumanie-relancent-le-debat-sur-la-question-de-leur-autonomie_1847218_3214.html) [consulté le 21 août 2014]

Capelle-Pogacean, A. et Ragaru N. (2006). La dérive contestataire en Roumanie et en Bulgarie In *Le Courrier des pays de l'Est* 2/2006 (n° 1054), p. 44-51 (www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-2-page-44.htm) [consulté le 20 août 2014]

Comisia centrala pentru recensamentul populatiei si al locuintelor. (2012) (http://www.insse.ro/cms/files%5Cstatistici%5Ccomunicate%5Calte%5C2012%5CRPL_rezultate%20preliminare.pdf) [consulté le 21 août 2014]

(<http://elections-en-europe.net/institutions/elections-en-hongrie/elections-legislatives-de-2014-en-hongrie/>) [consulté le 23 août 2014]

Le Monde-AFP. La Roumanie a perdu 13% de sa population depuis la fin du communisme, 4 juillet 2013 (http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/07/04/la-roumanie-a-perdu-13-de-sa-population-depuis-la-fin-du-communisme_3442487_3214.html) [consulté le 26 août 2014]

Mahony, H. Orban wants to build « illiberal state » In *euobserver*, 28 juillet 2014 (<http://euobserver.com/political/125128>) [consulté le 26 août 2014]

Mihaescu S. Vicepremierul Ungariei, Semjen Zsolt: Autonomia cerută de secui este "o cerință firească"
In Radio România, 15 mars 2014

(http://politicaromaneasca.ro/vicepremierul_ungariei_semjen_zsolt_autonomia_ceruta_de_secui_este_o_cerinta_fireasca-17641) [consulté le 26 août 2014]

Piras, B. Démocratie, finances, Europe : les déficits hongrois. Rapport d'information du Sénat, 19 juillet 2012 (<http://www.senat.fr/rap/r11-684/r11-6846.html>) [consulté le 26 août 2014]

SamuelR. Viktor (Orban) contre Victor (Ponta) ?, 30 juillet 2012
(<http://blogs.mediapart.fr/blog/samuelr/300712/viktor-orban-contre-victor-ponta>) [consulté le 21 août 2014]

Waline, P. Hongrie : nos ancêtres les Mongols In *Causeur*, 17 août 2012 (<http://www.causeur.fr/hongrie-nos-ancetres-les-mongols-18732.html>) [consulté le 20 août 2014]

Szirtes, G. Goodbye to democracy, <http://georgeszirtes.blogspot.co.uk/2014/07/goodbye-to-democracy-hungarian.html>, 30 juillet 2014 [consulté le 22 août 2014]